



COMMISSION EUROPÉENNE

Direction Générale Relations extérieures

AMÉRIQUE LATINE

Unité Sujets horizontaux



URB-AL/INFO



Lettre d'information n° 11

Janvier 2000

Sommaire

Séminaire de lancement du réseau n° 4 "La ville comme promoteur de développement économique" coordonné par la mairie de Madrid

Entreprise et développement économique des villes

Réseau n° 7 "Gestion et contrôle de l'urbanisation"

Réseau n° 8 "Maîtrise de la mobilité urbaine"

Deuxième rencontre biennale

Situation des projets communs

Contributions des lecteurs

- Villes intermédiaires, régions municipales et développement territorial
- Programme international de travail UIA-CIMES "Villes intermédiaires et urbanisation mondiale"
- Le réseau international des villes numériques

Adresses utiles concernant le programme URB-AL

Programmation des prochaines activités du Programme URB-AL (Année 2000)*

| Dates | Réseaux | Coordination | Activités | Lieu |
|-----------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|----------------|
| 10-11/04 | N° 5 Politiques sociales urbaines | Intendencia Municipal de Montevideo | 1ère Réunion annuelle | Montevideo |
| 13-14/04 | N° 1 Drogue et ville | Municipalidad de Santiago de Chile | 2ème Réunion annuelle | Santiago |
| 8-10/05 | N° 3 La démocratie dans la ville | Ville d'Issy-les-Moulineaux | 1ère Réunion annuelle | Belo Horizonte |
| Juin | N° 2 Conservation des contextes historiques urbains | Province de Vicenza | 2ème Réunion annuelle | |
| Septembre | N° 4 La ville comme promoteur de développement économique | Mairie de Madrid | 1er Réunion annuelle | Madrid |
| 18-19/10 | N° 8 Contrôle de la mobilité urbaine | Mairie de Stuttgart | Séminaire de lancement | Stuttgart |
| 08-09/11 | N° 7 Gestión y contrôle de l'urbanisation | Intendencia Municipal de Rosario | Séminaire de lancement | Rosario |
| 03-05/12 | II Rencontre biennale "Intégration sociale dans la ville" | Mairie de Rio de Janeiro | Rencontre biennale | Rio de Janeiro |

* Dates provisoires qui seront confirmées ou modifiées.

Séminaire de lancement du réseau n° 4 "La ville comme promoteur de développement économique" coordonné par la mairie de Madrid

Le séminaire de lancement du réseau n° 4 "La ville comme promoteur de développement économique" a eu lieu les 23 et 24 septembre 1999 au Palais des Congrès de Madrid. Plus de 200 représentants d'entités locales d'Amérique latine et d'Europe, venus de 24 pays différents, ont participé aux travaux du séminaire. Des personnalités du monde des entreprises, d'organisations internationales et d'ONG se sont également joints aux travaux.

Le séminaire a été officiellement inauguré par les discours du maire président de la mairie de Madrid, M. José María Álvarez del Manzano y López del Hierro, et de la deuxième adjointe au maire, M^{me} Mercedes de la Merced Monge, qui ont remercié les personnes présentes pour leur participation et ont expliqué le rôle de la mairie de Madrid dans la création et la mise en place du réseau.

Ensuite, M. Da Câmara Gomes de la Direction Amérique latine de la Commission européenne a fait un exposé sur les liens de coopération entre l'Union européenne et l'Amérique latine, suivi d'une conférence de M. Alberto Andrade, maire de Lima, sur le développement économique de la ville.

Après une présentation détaillée du programme URB-AL, les experts coauteurs du document de base ont exposé leurs commentaires et leurs analyses de la thématique du réseau. Les diverses conférences et présentations ont été suivies par la réunion des ateliers thématiques. Les huit ateliers thématiques suivants ont été proposés:

1. La planification stratégique comme élément de développement économique.
2. Urbanisme et infrastructures, patrimoine.
3. Santé et environnement comme moteur du développement.
4. Tourisme, culture et sport.
5. Formation et emploi.
6. Projets visant au développement économique: gestion, financement et investissements.
7. Les autorités locales et leur rôle dans le développement économique des villes: la complémentarité des actions à caractère public et privé.
8. Promotion des entreprises: petite et moyenne entreprise, nouvelles technologies.

Les journées consacrées aux réunions des groupes de travail se sont avérées particulièrement productives et ont débouché sur 61 canevas d'éventuelles propositions de projets communs. Le deuxième jour, une table ronde sur le thème "Entreprise et développement économique des villes" a été animée par M. Juan Mato Rodríguez, président de la Chambre de Commerce de Madrid, et par M. Gerardo Díaz Ferrán, premier vice-président de la CEIM, Confédération patronale de Madrid. Les exposés et le débat qui ont suivi étaient très intéressants en raison des nombreuses interventions des personnes présentes et des explications pratiques qui ont été données sur le thème du réseau.

Les résultats des ateliers thématiques ont été présentés en séance plénière finale, avant la clôture officielle prononcée par M. José María Álvarez del Manzano y López del Hierro et par M^{me} Mercedes de la Merced Monge.

La date limite de remise des propositions de projets communs à la Commission est le 28 février 2000 (Pour obtenir des informations complémentaires, veuillez consulter la page web du réseau n° 4 - page 12)

Entreprise et développement économique des villes

Extrait de l'intervention de Juan Matos, président de la Chambre de Commerce de Madrid lors de la table ronde du séminaire de lancement de Madrid.

Dans le contexte de "mondialisation" que nous connaissons, les villes sont des noyaux indispensables d'activités économiques, des axes et des centres de polarisation du développement.

Au fil du temps, les villes se sont consacrées presque exclusivement, ou principalement, aux activités du secteur tertiaire ou des services. Il ne faut pas oublier que les villes sont également des centres de communication et comme elles abritent une concentration inhabituelle de centres d'enseignement et de formation de tous niveaux, elles sont presque systématiquement des viviers de recherche et d'innovation.

Plus la taille de la ville est grande et plus son poids relatif dans l'activité économique ou dans la répartition démographique du pays est important, ces trois aspects tendant d'ailleurs à s'unir, plus il sera nécessaire d'essayer de structurer et d'harmoniser son processus d'expansion avant qu'elle ne se transforme en une agglomération accablante, où il est difficile de vivre et de se déplacer.

Dès lors, d'inévitables conflits d'intérêts surgissent, qui peuvent se compliquer à cause de la superposition des sphères de compétence administrative aux différents échelons: national, régional, départemental, de district ou provincial, et municipal. Sans compter que ce qui se passe dans une métropole a inévitablement un impact sur les mairies voisines, qu'il est donc nécessaire de consulter et avec lesquelles il convient de déterminer le rythme, la forme et les limites qu'il faut imposer à l'expansion de la grande ville, dont la population va, de toute façon, se décentraliser progressivement, en créant des interactions qui s'étendent parfois à toute la région.

Tout nouveau besoin qui doit être satisfait, toute augmentation de la demande agrégée, toute nouvelle modification qualitative de celle-ci, engendrera à son tour de nouvelles entreprises, de nouveaux établissements, de nouvelles perspectives d'obtenir des bénéfices et de donner des emplois, ce qui renforcera encore la force d'attraction de la ville, qui drainera davantage d'habitants et d'affaires.

Cela engendre inévitablement un conflit entre la croissance libre mais désordonnée et la nécessité de canaliser l'expansion de la ville. Il convient de trouver un arrangement raisonnable permettant d'atteindre un point d'équilibre entre les positions extrêmes et antagonistes que les habitants (ou usagers) de la ville eux-mêmes ou leurs représentants à tous les niveaux (politique, syndical, professionnel, sectoriel) adopteront à cet égard.

Les villes plus jeunes peuvent profiter de l'expérience de celles qui, de par leur ancienneté ou le stade de développement plus avancé de leur environnement, ont déjà connu les problèmes et les dilemmes que les villes plus récentes ou moins avancées rencontreront. Il ne s'agit pas de copier ni d'imiter mais d'observer et d'essayer de tirer profit des connaissances nées des expériences d'autrui, plus ou moins parallèles ou similaires, sans devoir les subir soi-même. On peut même tirer des erreurs commises des leçons utiles, qui permettent de les éviter. Pratiquement toutes les idées visionnaires proposées ou présentées comme la panacée ou comme solution miracle de tous les problèmes ont, pour peu qu'on les examine et qu'on les analyse, un précédent et il est possible d'économiser du temps et de l'argent tout simplement en observant leurs effets dans la réalité.

Par ailleurs, on peut comparer une ville, en raison de sa nature même, à un organisme vivant, qui ne peut pas rester tranquille ni immuable mais qui est soumis à des pressions et à des impulsions tant contradictoires que constantes et qui ne cesse de changer. Essayer de mettre des barrières pour l'empêcher de bouger est généralement inutile, car les barrières peuvent être franchies. Il serait probablement fâcheux que des initiatives tendant à l'immobilisme se mettent en place et soient mises en oeuvre, car une ville ne peut jamais être statique.

Réseau n° 7 "Gestion et contrôle de l'urbanisation" coordonné par la ville de Rosario, Argentine

Présentation de M^{me} María del Huerto Romero, sous-directrice des relations internationales de la municipalité de Rosario.

En tant que coordinatrice du réseau n° 7 "Gestion et contrôle de l'urbanisation", la ville de Rosario a pour ambition de créer un environnement propice à l'échange et au transfert d'expériences et de réflexions, dans le but d'améliorer les mécanismes de contrôle et de gestion du développement urbain, en promouvant des politiques innovatrices visant à améliorer la qualité urbaine de nos villes.

L'approche adoptée reconnaît que la forme de la ville ne peut pas seulement être le résultat du processus d'expansion mais qu'elle peut être maîtrisée en tant que processus de construction. Il n'est pas possible de l'abandonner à l'action déséquilibrante des processus de croissance spontanés.

Cette situation débouche sur la nécessité d'élaborer de nouveaux programmes et projets impliquant différents types d'activités et de services, permettant d'orienter les investissements vers des endroits précis du territoire qui sont choisis en fonction de la stratégie adoptée, afin de favoriser une politique d'équilibre urbain et territorial. Cette politique envisage les processus d'urbanisation comme une aide pour la construction de la ville et pas uniquement pour sa croissance.

Notre principal défi consiste, d'une part, à éviter la ville duale, c'est-à-dire une ville qui met en place des centres et des périphéries qui s'excluent mutuellement et qui fait une discrimination sociale et fonctionnelle entre les populations et les activités, et, d'autre part, à créer des villes polycentriques avec des quartiers diversifiés et des zones d'activités polyvalentes qui revalorisent la qualité des espaces publics, leur valeur symbolique et leur fonction d'intégration. Compte tenu de cette approche, les thèmes qui sont jugés prioritaires pour les travaux du réseau sont les suivants.

L'élaboration de programmes et de projets spécifiques pour la promotion de nouvelles zones d'urbanisation.

La définition de nouveaux modèles de gestion urbaine.

L'examen de ces thèmes se soldera par l'application de mesures concrètes au niveau de la ville, qui ne seront pas entreprises isolément mais qui seront conformes à des mécanismes systématisés et ordonnés suivant les niveaux et les types d'intervention, garantissant des résultats efficaces. Ainsi il convient de mettre au point les trois instruments de gestion suivants.

Plan général de positionnement de la ville ou plan stratégique.

Plan urbain ou plan directeur.

Modernisation de la gestion locale avec participation des citoyens.

La ville de Rosario jouit d'une riche tradition en matière de contrôle et de gestion de l'urbanisation tant au niveau de la théorie que de la pratique de la gestion locale.

Les années quatre-vingt-dix ajoutent au débat sur la ville la nécessité de progresser au niveau des programmes qui encouragent la participation des citoyens. Il est nécessaire d'élaborer des plans plus globaux et flexibles qui envisagent l'intégration de la ville dans le nouveau contexte national et international. Ce sont les principes qui régiront les tâches de révision du plan directeur pour en actualiser le contenu, le débat public avec les institutions

et les citoyens ainsi que les démarches entreprises pour parvenir au consensus social indispensable sur les propositions plus importantes.

Dans le même temps, un programme de décentralisation et de modernisation municipale a été créé et un comité de promotion, un conseil et un bureau de coordination du plan stratégique Rosario ont été constitués. En 1998, le document final du plan stratégique a été approuvé, marquant le début de la phase de mise en oeuvre. De cette façon, le plan directeur, la modernisation et la décentralisation de la municipalité et le plan stratégique deviennent les piliers de la gestion de la ville.

En développant ses activités et dans le cadre des relations internationales, la ville de Rosario a également manifesté son intérêt et sa préoccupation pour le contrôle et la gestion de l'urbanisation, comme le démontrent tant le développement d'initiatives de coopération internationale dans ce domaine que la participation de la ville dans des réseaux et des organisations internationales concernant cette problématique.

Pour promouvoir, diffuser des informations, mettre en œuvre et assurer le suivi des activités du réseau n° 7, la municipalité de Rosario a mis en place un Bureau de coordination, placé sous la responsabilité de M. Miguel Lifschitz, secrétaire général de la municipalité de Rosario et coordinateur du plan stratégique Rosario (voir les coordonnées des personnes à contacter à la page 12).

Réseau n° 8 "Maîtrise de la mobilité urbaine" coordonné par la ville de Stuttgart, Allemagne

Présentation de M. Wolfgang Forderer, responsable de la coordination du réseau.

Stuttgart est la capitale du Land de Bade-Wurtemberg et est le noyau urbain d'une des zones urbaines les plus importantes d'Allemagne tant du point de vue économique que de la densité démographique. La ville, avec ses 560 000 habitants, est le centre de la grande agglomération urbaine "Région de Stuttgart" qui compte 2,5 millions d'habitants et 1,3 millions de travailleurs. Étant donné que Stuttgart se trouve au centre d'une des agglomérations urbaines les plus denses d'Allemagne, cette ville est non seulement familiarisée avec les problèmes liés au besoin profond de mobilité des habitants mais elle connaît aussi des solutions pour des problèmes similaires. Ces solutions favorisant la mobilité urbaine visent à dissocier la croissance économique et la croissance du trafic et tendent par conséquent à une augmentation de la qualité de la vie et à la réduction de la pollution de l'environnement.

Stuttgart, dont 25% de la population est étrangère, a une tradition économique et de recherche orientée vers le marché international et jouit également d'une réputation internationale dans d'autres secteurs (culturel, ecclésiastique, construction urbanistique, etc.). Pour promouvoir et mettre en place un réseau de collaboration entre ces activités internationales, la ville a pris elle-même plusieurs initiatives. Stuttgart est par exemple la première municipalité de l'État fédéral de Bade-Wurtemberg à avoir créé un bureau chargé de coordonner les activités européennes et internationales de la capitale fédérale et de les harmoniser avec les activités d'autres acteurs sociaux (universités, entreprises, fondations, centres scientifiques, culturels et techniques, associations, églises, ONG, etc.).

Depuis de nombreuses années, Stuttgart a accumulé les connaissances et de multiples expériences dans le domaine de la mobilité. La ville a été confrontée au phénomène de

l'automobile avant presque toutes les autres villes du monde. En effet, en 1886, Gottlieb Daimler construisait la première voiture motorisée à quatre roues du monde. Jusqu'à ce jour, Stuttgart a conservé cette tradition d'ingéniosité, d'innovation et de qualité. À titre d'exemple, la "SSB", qui est la compagnie de transport urbain, a été récompensée lors du Congrès mondial UITP de 1997 comme meilleure entreprise de transports de proximité du monde entier. À cet égard, il suffit de citer les universités de Stuttgart et de Hohenheim ainsi que les instituts de recherche Max Planck et Fraunhofer, les entreprises de l'industrie automobile (Daimler-Chrysler, Porsche), les entreprises du secteur des composants de l'automobile (Bosch, Schenker Group), de la technique de l'information et de la communication (IBM, Mannesmann, Siemens) et les organismes publics, principalement SSB (Stuttgarter Straßenbahnen AG, entreprise créée par la ville pour assurer le transport public), la municipalité de Stuttgart et l'Association Région Stuttgart qui représente 179 entités communales. Le conseil communal et la mairie veillent à l'accroissement de ces compétences. Ainsi le conseil communal a décidé de développer l'identité de la capitale du Land pour en faire un centre de compétences pour la mobilité en Europe.

La ville de Stuttgart aimerait transmettre plus activement aux autres villes d'Europe et d'Amérique latine les compétences et les expériences qu'elle a acquises en matière de création et de développement de réseaux décentralisés durables, en matière d'organisation et de réalisation de réunions internationales de travail ainsi que de développement et de mise en oeuvre de projets communs dans le domaine de la mobilité urbaine. C'est pourquoi Stuttgart a proposé de coordonner le réseau n° 8 du programme URB-AL. Les prochaines phases de développement du réseau n° 8 seront les suivantes.

Le bureau de coordination proposera ses services, dès le début de 2000, sur l'Internet sur le site officiel de la municipalité de Stuttgart (www.stuttgart.de).

Les experts et le coordinateur se réuniront dans le cadre d'un "atelier" à l'université de Stuttgart-Hohenheim, afin d'élaborer une thèse permettant de définir la mobilité urbaine, les domaines de travail de chaque expert et la structure du document de base.

Les experts élaboreront également une enquête qui sera envoyée à chaque membre du réseau afin de rassembler et d'analyser des données générales et importantes et afin de connaître les problèmes, les espoirs et les propositions des membres en matière de mobilité urbaine.

Lors d'un second atelier, le maire de Stuttgart, M. Wolfgang Schuster, a l'intention de réunir plusieurs maires d'Amérique latine et d'Europe pour une discussion sur le projet de document de base.

Les villes qui souhaitent obtenir des informations complémentaires ou faire partie du réseau n° 8 peuvent contacter le coordinateur Wolfgang Forderer (voir les coordonnées des personnes à contacter à la page 12).

La deuxième rencontre biennale

La deuxième rencontre biennale du programme URB-AL sera organisée et réalisée par la ville de Rio de Janeiro (Brésil).

Cette rencontre est prévue pour le mois de décembre 2000 et aura pour thème l' "Intégration sociale dans la ville". Toute entité locale désireuse de participer peut se mettre en contact avec la ville de Rio de Janeiro (voir les coordonnées des personnes à contacter à la page 11).

État d'avancement des projets communs

Dans le cadre des activités des réseaux thématiques 2, 3 et 5, la Commission européenne a reçu 25 propositions de projets communs.

Le réseau n° 2 "Conservation des contextes historiques urbains" coordonné par la province de Vicenza a remis 8 propositions de projet. Ces propositions ont été élaborées dans le cadre de la deuxième session, à l'issue de la réunion annuelle, qui a eu lieu en juin 1999.

Le réseau n° 3 "La démocratie dans la ville" coordonné par la ville d'Issy-les-Moulineaux a élaboré 6 propositions de projet.

Le réseau n° 5 "Politiques sociales urbaines" coordonné par l'Intendencia Municipal de Montevideo a présenté 11 propositions de projet.

Conformément aux procédures habituelles, les propositions ont été transmises à la Commission européenne, qui sélectionnera, avec l'aide du Comité Technique de Haut Niveau, les projets qui feront l'objet d'un cofinancement.

Par ailleurs, 13 projets communs ont déjà été sélectionnés par la Commission européenne et bénéficieront d'un cofinancement (notamment 9 projets du réseau n° 1 "Drogue et ville" et 4 projets du réseau n° 2 "Conservation des contextes historiques urbains"), et plusieurs projets ont déjà été mis en oeuvre.

Contributions des lecteurs

Villes intermédiaires, régions municipales et développement territorial

Extrait d'un exposé de M^{me} CLARA BRAUN (IFAM - Institut fédéral des affaires municipales - Ministère de l'intérieur), Buenos Aires, Argentine. Adresse électronique: cbraun@ifam.gov.ar

Les villes intermédiaires suscitent actuellement un nouvel intérêt, se profilant comme facteur de rééquilibre urbain face à la forte croissance des grandes villes mondiales. Au cours de la dernière décennie, de nombreuses études, analyses et systématisations ont été réalisées à propos de leurs activités et de leur rôle dans le cadre du processus économique mondial.

Parallèlement, dès le milieu de la décennie, on a commencé à s'intéresser de plus en plus au phénomène spécifique des villes intermédiaires, faisant contrepoids aux "... immenses agglomérations, aux mégavilles qui abritent une concentration de population plus grande que ce que les infrastructures ne permettent...", qui essaient de créer une "... situation urbaine mieux administrée, avec des villes plus petites, étendues et décentralisées..." (*Secrétaire général Centre des Nations Unies pour les établissements humains, Habitat - Réunions préparatoires HABITAT II - 1994*).

Dans une perspective globale, les "... villes intermédiaires constituent des noeuds du réseau territorial qui configure le système urbain mondial qui est actuellement largement influencé par la dynamique de la mondialisation économique..." (*Francine Fournier - UNESCO, 1999*). Ce processus de mondialisation économique a donné naissance à une nouvelle structuration urbaine, en fonction de laquelle les villes mondiales et les grandes métropoles façonnent les systèmes territoriaux urbains du réseau mondial et contrôlent

les principaux flux d'information et de capitaux. Outre le fait qu'elles remplissent des fonctions hautement spécialisées et qu'elles dirigent le système, elles orientent la circulation de flux en favorisant certains points du réseau mondial, entraînant une polarisation et une certaine tendance à la marginalisation des villes moyennes. Cependant, de nouvelles perspectives s'offrent aux centres de moyenne et de petite taille, qui peuvent désormais s'insérer dans le réseau mondial, en se connectant aux grands réseaux, compte tenu de leur situation géographique et de leurs possibilités de développement global (UIA - CIMES, 1999).

Face à ce processus de croissance urbaine, des questions se posent à propos de l'impact de la polarisation dans l'espace, de la concentration, de l'équilibre territorial et de la déstabilisation des établissements existants, compte tenu du manque d'infrastructures et de services fondamentaux, de la problématique du logement, de la santé et de l'éducation, de la sécurité et des aspects liés au travail.

Néanmoins, il est intéressant de souligner à cet égard qu'une petite partie seulement de la population citadine mondiale, à savoir 7 %, vit dans ces grandes villes de plus de 10 millions d'habitants, que 14% vivent dans des villes de plus de 5 millions d'habitants et que la majorité de la population, c'est-à-dire 1,3 milliard d'habitants, soit 56%, vit dans des villes moyennes de moins de 500 000 habitants, qui sont des centres offrant un accès relatif à des biens et à des services de qualité diverse pour la population citadine et rurale.¹

Au cours des 50 dernières années, l'Amérique latine a connu une croissance démographique spectaculaire. Les processus de localisation et de concentration de la population ont été provoqués tant par la croissance de certains centres urbains devenus métropoles ou mégapoles que par l'expansion progressive de petits établissements à cause d'activités d'extraction de ressources naturelles qui se sont accompagnées de l'installation de population sur le territoire (CEPALC, 1998).

Le niveau d'urbanisation de l'Amérique latine reste proche des processus qui règnent en Europe et en Amérique du Nord. La région Amérique latine et Caraïbes apparaissait en 1995 comme la région la plus urbanisée du monde en développement, 73,4% de sa population résidant dans des localités urbaines, ce chiffre atteignant 77,4% en Amérique du Sud (Nations unies, 1997). La répartition dans l'espace n'est pas homogène en Amérique latine, elle est très différenciée par pays.

L'hétérogénéité des contextes et des processus urbains observés en Amérique latine rend impossible et peu recommandable la recherche de définitions homogènes et universellement valables en matière d'établissements humains (CEPALC, 1998). Il est préférable de définir de façon flexible la signification d'une ville intermédiaire dans une perspective fonctionnelle, en tenant compte des conditions locales et du signifiant que ces conditions ont dans chaque pays.

Le scénario de la mondialisation représente pour les villes intermédiaires du pays un défi à multiples facettes qu'il faudra relever au cours des prochaines années: la capacité de se consolider et de s'établir en tant que nœuds d'un réseau territorial et en outre, jouer le rôle de centre d'équilibre et de régulation au niveau de la répartition démographique et du développement économique, social et culturel. Relever ce défi requiert une grande conscience politique non partisane de la nécessité de créer un cadre politique consensuel (national, provincial et municipal) pour le développement territorial et, au

¹ Source: Nations unies 1997 et UIA - CIMES - Villes intermédiaires et urbanisation mondiale 1999

niveau local, la gestion des changements profonds dus à la transformation de l'organisation et des modes de gestion des gouvernements locaux ainsi que la mise en œuvre de stratégies créatives de concertation et de consensus avec les divers acteurs territoriaux en vue d'un développement durable.

Les questions qui se posent au niveau international à propos du rôle que les villes intermédiaires doivent jouer dans une perspective de développement durable concernent la contribution qu'elles peuvent apporter à des processus d'urbanisation plus équilibrés ou en tant que centres permettant des liens plus directs avec leur environnement territorial économique et social, dans la mesure où elles peuvent offrir une meilleure qualité de vie compte tenu de leur taille ou favoriser une plus grande participation des citoyens à l'administration et à la gestion de la ville (UIA - CIMES 1999).

Plusieurs de ces questions générales relatives aux villes moyennes font l'objet du débat général, auquel participent les institutions et la communauté, sur la décentralisation et la capacité des municipalités à gouverner, la durabilité de la qualité de vie dans les villes ainsi que la participation et l'équité des citoyens.

Tenir compte de ces aspects démographiques et de répartition territoriale des villes dans notre réalité géographique nécessite la capacité d'imaginer des scénarios plus larges que le cadre de la "ville" et sa zone d'influence. Il convient de penser en termes de "région municipale", c'est-à-dire un échelon d'intervention supérieur, permettant un plus grand soutien de masse critique de ressources humaines et économiques, avec la possibilité d'intégrer une multiplicité de municipalités et de communes articulées jouant des rôles divers suivant leurs possibilités et participant à un processus de développement commun.

Cette perspective, représentant une utopie territoriale, nécessite que les villes acquièrent des capacités et des aptitudes de concertation, de négociation et de consensus à propos de programmes et de projets de développement économique et que des ressources financières soient évaluées et consacrées à des investissements fondamentaux à des fins stratégiques dans des infrastructures et des services territoriaux, dans le cadre d'une politique partagée de développement local.

Au niveau international, les villes intermédiaires font partie de plusieurs grands réseaux: URB-AL (Union européenne), Réseau latinoaméricain de formation municipale et d'acquisition de connaissances (CNFPT), Programme pour les villes intermédiaires (UIA - CIMES), Réseaux d'expériences de gestion (PGU, Habitat, ONU).

Programme international de travail UIA-CIMES "Villes intermédiaires et urbanisation mondiale "

Article inspiré d'une communication de Josep M^e Llop i Torné, Directeur du Programme de travail, Ajuntament de Lleida (Area d'Urbanisme), Plaça Paeria 1 - E-25071 LLEIDA (España), Tel: 34-973-700309 / Fax: 34-973-238953 E-mail: jmllop@paeria.es

Dans le sillage des sommets des Nations unies de Rio (1992) et d'HABITAT II à Istanbul (1996), le Programme UIA-CIMES a pour objectif de réfléchir et d'attirer l'attention sur ce que l'on appelle les "villes intermédiaires" et leur lien avec le processus d' "urbanisation mondiale". On entend par ce concept les villes de 20 000 à 2 millions d'habitants mais également les villes qui jouent un rôle d'intermédiaire entre les mégapoles, directement concernées par la mondialisation économique, et les territoires du reste du monde.

La préoccupation engendrée par la forte croissance démographique, qui amène la population mondiale à dépasser les 6 milliards d'habitants, et l'analyse de l'augmentation spectaculaire des villes et des taux d'urbanisation constituent les principaux piliers du programme UIA-CIMES.

Grâce à ces centres urbains intermédiaires, la majorité de la population urbaine et de larges couches de la population rurale peuvent avoir accès aux services publics et privés, à des biens et des infrastructures de base plus ou moins spécialisés. Bien que ces établissements de moindre importance regroupent plus de 50% de la population citadine mondiale, les études consacrées à l'analyse de leur problématique spécifique sont relativement rares.

C'est précisément ce rôle d' "intermédiaires" entre les territoires ruraux ou naturels, qui constituent l'environnement immédiat de l'ensemble des villes intermédiaires, et les grandes villes, métropoles ou mégapoles qui leur permet de préserver ou de restaurer les grands équilibres entre population et territoire.

Dans ce cadre, le programme de travail de l'UIA-CIMES de l'Union internationale des architectes s'appuie sur le gouvernement local de la ville de Lérida, en Catalogne (Espagne). La première phase du travail réalisé dans le cadre du programme a fourni les premiers résultats, qui ont été publiés et présentés lors du XXe Congrès de l'UIA à Beijing en juillet 1999. La deuxième phase sera mise en oeuvre jusqu'au XXIe Congrès de l'UIA, qui sera organisé à Berlin en juillet 2002 (Pour obtenir des informations complémentaires, veuillez consulter le site www.paeria.es/cimes).

Le programme UIE-CIMES élabore une enquête auprès des villes de toutes les régions du monde. Actuellement, 60 villes sont prises en compte. Les résultats de l'enquête et les travaux de différents séminaires régionaux devront susciter des réflexions et des propositions qui seront discutées lors du Congrès de Berlin.

Réseau international des villes numériques

Article de Marie Virapatirin, chargée de la cellule de coordination du réseau n° 3 "La démocratie dans la ville".

Le 23 novembre 1999, à Helsinki, la conférence sur les technologies pour une société d'information a réuni des maires et leurs représentants pour le lancement d'une nouvelle stratégie d'information, le "Dialogue global des villes".

Il s'agit d'une initiative du réseau international des villes numériques et du "Stockholm Challenge Award", dirigée par le Centre d'activités pour une société d'information de la Commission européenne. L'objectif principal est de proposer aux villes intéressées un nouveau plan d'action pour la promotion de la société de l'information: promouvoir au niveau mondial le développement d'une société de l'information égalitaire, dans la perspective d'apporter des solutions aux défis de la mondialisation.

La perspective de renforcer un processus déjà amorcé par l'échange d'expérience et de savoir-faire permettra aux villes qui sont plus proches des citoyens de devenir des interlocuteurs privilégiés auprès des autorités gouvernementales et du secteur privé pour des matières incontournables, comme l'administration, la démocratie locale, les services publics, afin de collaborer ensemble à la construction d'une société de l'information sans exclusion sociale et dans une perspective de développement durable.

Les villes ont un rôle primordial à jouer, étant donné qu'elles rassemblent des milliers de personnes qui exercent leurs droits en tant que citoyens et consommateurs. En raison de leur position de proximité, les villes sont confrontées aux évolutions sociales et peuvent plus efficacement mener à bien les changements nécessaires pour mettre en place la démocratie locale.

La ville d'Issy-les-Moulineaux, coordinatrice du réseau n° 3 "La démocratie dans la ville" du programme européen URB-AL, célèbre pour son expérience et son savoir-faire visant à développer toujours davantage les méthodes de la démocratie directe, est la seule ville française qui sera présente lors de la réunion du "Dialogue global des villes" et invite les villes membres de son réseau et celles du programme URB-AL à recevoir ou à organiser des activités dans le cadre de ce projet.

Plusieurs actions sont déjà inscrites à l'ordre du jour du Dialogue global des villes.

- **La rencontre des maires visant à promouvoir et à développer le Dialogue global des villes**, qui aura lieu à Brême les 8 et 9 février 2000.
- **Le prix de Stockholm Challenge**, organisé par la ville de Stockholm dans le cadre du concours mondial de Bangemann.
- **Le 1^{er} forum mondial sur la démocratie électronique**, organisé par la ville d'Issy-les-Moulineaux les 15 et 16 mars 2000.
- La première conférence sur l'éducation et la société de l'information qui aura lieu à Rome en novembre 2000 dans le cadre du **Défi mondial de la jeunesse**.
- La conférence internationale sur **Les citoyens, les villes et la nouvelle économie de l'information, Stratégies pour la croissance de l'emploi en Europe**, qui aura lieu à Helsinki les 7 et 8 décembre 2000.

Si votre ville souhaite faire partie du Réseau international des Villes numériques, veuillez contacter ISAC (Bruxelles), secrétariat du comité:

Luis Lozano - Tel.: +32 2 296 82 13 - E-mail: lozano@cec.eu.int

Pour obtenir des informations complémentaires sur les aspects généraux du Dialogue global des villes, veuillez contacter le Bureau de coordination du Réseau des villes numériques (Bruxelles):

Tel.: +32 2 552 08 68 - E-mail: Telecities@mcr1.potel.org.uk

Adresses utiles dans le cadre du programme URB-AL

Informations générales

**Commission européenne
Direction générale Relations extérieures (RELEX)**

Direction Amérique latine - Unité IB/B/4
Programme URB-AL
Rue de la Loi, 200 (Bureau CHAR 4/235)
B-1049 Bruxelles - Belgique
Tel.: +32 2.295 12 29
Fax: +32 2.299 39 41

Secrétariat technique URB-AL

Avenue de Broqueville, 116 - Bte 9
B-1200 Bruxelles - Belgique
Tel.: +32 2.775 93 00
Fax: +32 2.775 93 09
secretariat@urb-al.com

Page WEB

<http://www.urb-al.com>

Rencontres biennales

Première rencontre biennale

**Coordination:
Mairie de Lisbonne**

Mme Cristina Rocha
Directora do Gabinete de Relações Internacionais
Departamento de Apoio à Gestão
e Actividade Institucional
Câmara Municipal de Lisboa
Rua do Ouro 49 - 4º Piso
P-1100 Lisboa (Portugal)
Tel. : +351 1 3227366
Fax : +351 1 3227009
griii@mail.cm-lisboa.pt
<http://www.cm-lisboa.pt>

Deuxième rencontre biennale

**Coordination:
Mairie de Rio de Janeiro**

M. Cláudio García de Souza
Coordenador
Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro
Relações Internacionais e Cerimonial
Palacio da Cidade
Rua São Clemente, 360 - Botafoga
22260-000 Rio de Janeiro, RJ (Brasil)
Tél.: +55 21 2862239/2861045
Fax : +55 21 2869246
cgsouza@pcrj.rj.gov.br

Réseaux thématiques

Réseau n° 1 "Drogue et ville" coordonné par la municipalité de Santiago du Chili

Sr. Carlos Varas
 Director para las Relaciones Internacionales
 Alcaldía de Santiago de Chile
 Programa URB-AL - Red n° 1
 Plaza de Armas s/n, Casilla 52-D

Santiago (Chile)
 Tel.: +56 2 639 26 91
 Fax: +56 2 632 19 62
 stgoint@reuna.cl
<http://www.urb-al.cl>

Réseau n° 2 "Conservation des contextes historiques urbains" coordonné par la province de Vicenza

Dott. Franco Pepe
 Capo di Gabinetto
 Amministrazione Provinciale di Vicenza
 Programma URB-AL - Rete n° 2
 Contrà Gazzolle, 1

I-36100 Vicenza (Italia)
 Tel.: +39 0444 399208
 Fax: +39 0444 327825
 urb-al.rete2@provincia.vicenza.it
<http://www.urb-al.net/rete2>

Réseau n° 3 "La démocratie dans la ville" coordonné par la ville d'Issy-Les-Moulineaux

Mme. Marie Virapatirin
 Programme URB-AL - Réseau n° 3
 Hôtel de Ville - Bureau de la Coordination
 62, rue du Général Leclerc

F-92130 Issy-les-Moulineaux (France)
 Tel.: +33 1 40957920 & 40956772
 Fax: +33 1 40959725
 urb-al@wanadoo.fr
<http://www.issy.com/urb-al>

Réseau n° 4 "La ville comme promoteur de développement économique" coordonné par la mairie de Madrid

Sra. Mercedes de la Merced Monge
 Segunda Teniente de Alcalde
 Ayuntamiento de Madrid
 Programa URB-AL - Red n° 4
 Calle Mayor n° 72 - 1°

E-28005 Madrid (España)
 Tel.: +34 91.588 13 82
 Fax: +34 91.588 17 52
 merced@munimadrid.es
<http://www.munimadrid.es/urbal/html/home.html>

Réseau n° 5 "Politiques sociales urbaines" coordonné par l'Intendencia Municipal de Montevideo

Sra. Belela Herrera
 Directora de Cooperación y Relaciones Internacionales
 Intendencia Municipal de Montevideo
 Programa URB-AL - Red n° 5
 18 de Julio 1360 - Piso 25

11200 Montevideo (Uruguay)
 Tel.: +598 2.901 40 80 ó 908 64 22
 Fax: +598 2.908 23 08
 red5@piso9.imm.gub.uy
<http://montevideo.gub.uy/urbal.htm>

Réseau n° 7 "Gestion et contrôle de l'urbanisation" coordonné par l'Intendencia Municipal de Rosario

Ing. Roberto Miguel Lifschitz
 Secretario General
 Programa URB-AL - Red n° 7
 Buenos Aires 711

2000 Rosario (Argentina)
 Tel.: +54 341 480 24 42 / 480 23 17 / 480 23 18
 Fax: +54 341 480 23 60/480 23 20
 sec_gral@rosario.gov.ar

Réseau n° 8 "Maîtrise de la mobilité urbaine" coordonné par la mairie de Stuttgart

Ing. Wolfgang Forderer
 Coordinador
 URB-AL Programm - Netz Nr. 8
 Nadlerstraße, 4

D-70173 Stuttgart (Deutschland)
 Tel: +49 711 216 87 99 / 216 87 98
 Fax: +49 711 216 87 97
 wolfgang.forderer@stuttgart.de